N° 108 / Octobre 2017 2 € (soutien 3 €) lct.cwb@gmail.com / www.lct-cwb.be / www.litci.org

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K.Marx)



EN LUTTE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

LA CATALOGNE A LE DROIT DE DÉCIDER

p.6



A bas Maduro et son Assemblée constituante frauduleuse !

p.8

Il y a 100 ans

La Révolution russe et le parti bolché-vique

p.11

Il y a 100 ans... et d'actualité, plus que jamais !

Il y a exactement 100 ans, les travailleurs et les paysans de Russie prenaient le pouvoir. A travers leurs organisations, les soviets, ils prouvaient au monde que notre classe est capable de diriger un Etat et de faire fonctionner l'économie d'un des plus grands pays du monde, peuplé de plus de 280 millions habitants.

A cause de l'intense propagande de la bourgeoisie et de ses gouvernements, cela nous para[it aujourd'hui impensable : *« C'était un coup d'Etat »,* nous dit-on ; *« de toute façon, cette aventure a dégénéré », « le marxisme et les bolchéviques* = *Staline »*… Conclusion de ces messieurs : l'économie et la gestion de la société, c'est bien trop important pour que de « simples » ouvriers ou employés s'en occupent, c'est une idée absurde ! mais pour parvenir à nous imposer cette conclusion, il faut à tout prix effacer de la mémoire des travailleurs le fait qu'en Russie, en 1917, le cheminot est devenu chef de gare, l'infirmier directeur d'hôpital et l'ouvrier responsable de production. Et on nous propose la démocratie bourgeoise, les élections organisées par les représentants du capitalisme, comme seul système possible : on nous vend des espoirs contre notre résignation.

A l'occasion du centenaire de la Révolution d'Octobre, nous affirmons au contraire que la réelle absurdité, c'est que la classe bourgeoise continue à diriger la société et à nous imposer le système capitaliste, c'est-à-dire l'anarchie de la production au profit d'une minorité, responsable de l'exploitation et de la misère à travers le monde. Pire, la principale puissance mondiale, les Etats-Unis, possède un arsenal nucléaire capable d'anéantir l'humanité tout entière. De plus, si l'économie capitaliste continue à dominer le monde, notre planète deviendra un environnement hostile à l'humanité et notre espèce disparaîtra peu à peu.

Et cela, nous le savons, nous qui souffrons tous les jours de cette exploitation. En Belgique, la montée du PTB dans les sondages le démontre, ainsi que le rejet du PS et de ses belles promesses de réformer le système capitaliste. Certains veulent canaliser ce mécontentement dans les urnes, donner encore des espoirs sur une gestion humaine de l'Etat capitaliste. Pour nous, il faut transformer ce mécontentement en prise de conscience de la réelle nature du parlement et de l'Etat, et de la possibilité de prendre le pouvoir à travers nos organisations. Notre mécontentement doit se faire entendre dans la rue. Actuellement, de nombreux dirigeants syndicaux font de grands discours contre les mesures gouvernementales et promettent un automne « chaud ». On sent déjà l'année électorale arriver ! En effet, s'ils voulaient vraiment lutter contre les mesures du gouvernement ils proposeraient enfin un plan de lutte conséquent et préparé suffisamment à l'avance à la base.

A nous de nous organiser, notamment lors de cette grève du 10, même si elle vient « d'en haut », et même si elle est largement insuffisante, pour organiser des assemblées des travailleurs, des coordinations de délégués, des comités de grève, pour avancer dans l'organisation de nos luttes. Dans ce processus, il faut construire, comme en 1917, non pas un parti qui se concentre sur les élections et les alliances pour avoir des élus, mais un parti révolutionnaire de combat avec une orientation stratégique : la prise de pouvoir par les travailleurs pour imposer une gestion rationnelle de la société.. ■

LIT-QI

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, à nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Ed. resp. J.Talpe - rue de l'Elan 73 - Bruxelles

Corruption, austérité : seule l'organisation de notre classe pour lutter pourra les arrêter.



Petits arrangements entre politiciens...

L'actualité politique a été marquée par les problèmes de corruption dans le pays. Les médias suivent attentivement les événements, plus souvent d'un point de vue technique ou procédural que sur le fond, la corruption dans le système capitaliste et l'impunité des politiciens.

Le fait est que presque tous les partis politiques, représentés au parlement, ont eu des cadres et des militants liés aux scandales de corruption, à différents niveaux et sous différentes formes : trafic d'influence, financements douteux, emplois fictifs, jetons et salaires, etc. Ils ont tous participé ou laissé faire, et cela était, en fait, une pratique courante pour les mandataires et représentants politiques.

L'affaire du Samu social a été, pour la population, la goutte qui a fait déborder le vase... On volait l'argent destiné aux plus démunis, les sans-abri. L'ensemble de partis traditionnels, ceux qui ont toujours participé aux différents niveaux du pouvoir, se sont alors manifesté contre « cette corruption » et ont demandé justice et plus de transparence, après plusieurs années d'indifférence, de silence ou de complicité.

Difficile de s'étonner de telles pratiques. Ces scandales de corruption, et le fonctionnement des institutions sociales et politiques, ne sont pas la marque d'un parti ou d'un autre. C'est un système basé sur l'enrichissement individuel, par tous les moyens, et qui ne peut conduire qu'aux abus, à la corruption ou au pillage, sans tenir compte des conséquences sur l'ensemble de la population.

Toutes ces « affaires » se déroulent alors que ces mêmes partis appliquent des mesures d'austérité pour les travailleurs, ce qui crée un juste rejet et de la méfiance de la population envers ces formations politiques. Cette méfiance s'est d'abord manifesté dans l'émergence de mouvements citoyens, comme Toute Autre Chose, Nuit Debout, etc., qui n'ont pas eu une longue histoire. Les sondages montrent régulièrement cette méfiance envers les partis traditionnels et les institutions. Actuellement, tous partis confondus, y compris le PTB, jouent à la course dans les sondages. L'objectif, c'est de plaire à l'électeur.

Un système irréformable

Si aujourd'hui ces partis traditionnels s'empressent de faire des déclarations et des propositions, des initiatives, comme les « panels citoyens », les consultations populaires, sont aussi mis en place. Mais cela nous permet seulement de nous exprimer par internent ou de nous réunir le samedi, pour ne pas déranger le « vrai travail » des politiciens, et sans pouvoir discuter sur le fond des problèmes.

Nous ne pouvons pas accepter toutes ces manœuvres politiques totalement antidémocratiques entre le MR, CDH, PS et Défi. Et un changement de majorité dans les gouvernements fédérés ne va pas changer notre situation. Tous ces partis ont le même objectif : garantir au patronat le plus de bénéfices. C'est seulement en mettant fin à cette logique capitaliste que notre classe trouvera une solution au mécontentement de la population, qui subit toutes les politiques d'austérité et voit gonfler les salaires des patrons et de leurs représentants aux gouvernements.

Il faut dénoncer ces pratiques, mais aussi réclamer justice : il faut qu'ils rendent cet argent, et que les fraudeurs, les pilleurs des budgets publics soient condamnés !

Pendant ce temps-là...

Mais ce tapage médiatique sur les « affaires » ne doit pas nous faire oublier les autres sujets d'actualité, très peu diffusés par les médias. Ainsi, le gouvernement a fait une série de reformes, et d'autres se préparent, dans le plus grand silence, en comptant sur la complicité des médias et des directions syndicales.

Il y a l'application de la semaine des 45 h, la création de mini-jobs, l'avancée du service minimum. Ces mesure préparent à une plus grande exploitation des travailleurs et les attaques au droit de grève nous lient les mains dans le dos.. Et tandis que le gouvernement nous attaque, il rémunère grassement les patrons en leur donnant 12 milliards de cadeaux fiscaux, l'équivalent de ce qu'ils doivent payer comme impôts à l'Etat.

Nos directions syndicales face aux luttes

Face à ce climat, les luttes se développent un peu partout, que cela soit dans le secteur privé, comme avec la lutte des employés de Sports Direct, ceux de Volvo, les bagagistes de Swissport ; ou ceux du public comme les travailleurs des CPAS de Schaerbeek, Jette et Ixelles. Ces quelques exemples reflètent des luttes qui partent souvent de la base, sans plan établi des directions syndicales

Face à la grogne légitime, les directions syndicales de la CGSP (syndicat des services publiques de la FGTB) ont convoqué une journée de grève générale dans les services publics ce 10 octobre. Cet appel a été suivi par de nombreux secteur, dans le public (cheminots, TEC, postes, administrations, hôpitaux,…), mais aussi dans le privé. La centrale wallonne des métallos a rejoint le mouvement, tout comme le Setca. Malgré la division syndicale imposée par en haut (la CSC n'appelle pas à la grève), à la base, dans certains lieux de travail, les travailleurs seront en grève quel que soit leur syndicat. Et c'est une très bonne nouvelle, cela montre que la base veut l'unité et est capable de l'imposer.

Un jour, ça ne sert à rien ?

Nous partageons l'opinion de nombreux travailleurs : « une grève d'un jour, ça ne sert à rien ! ». Effectivement, cela ne fera certainement pas reculer le gouvernement. Mais cela peut nous faire avancer, nous, dans notre organisation, dans la pratique de la lutte. C'est pourquoi nous devons tout faire pour réussir cette grève, et en faire le bilan par la suite. Nous devrons en préparer d'autres, en mettant la pression pour que nos délégations, sections et régionales convoquent d'autres journées de grèves qui s'inscrivent dans un plan d'action cohérents avec un objectif clair : obtenir des victoires contre les gouvernements fédéral et régionaux.

Mais nous ne devons pas avoir d'illusion sur la volonté de nombreux dirigeants et responsables syndicaux. Ils font de grands discours enflammés aujourd'hui mais demain, c'est nous qui retournerons au travail, sans avoir rien gagné si nous ne faisons que des grève ponctuelles. Ils s'agitent, non pour engranger des victoires, mais parce qu'ils sont mis sous pression et parce que, petit à petit, les élections approchent…



C'est pourquoi nous devons dénoncer l'inaction de ces dirigeants et l'insuffisance totale de réponse.

Par cette inaction, les responsables fédéraux ont laissé approuver l'annualisation du temps du travail (les 45 h), le service minimum, etc…

Le secrétaire général de la FGTB Wallonne, Thierry Bodson, s'entretient déjà avec des dirigeants de partis pour discuter de la position syndicale pour les élections communales qui auront lieu en octobre 2018. Mais il ne parle pas de comment arrêter l'application des réformes en cours. Il ne se prononce pas pour mobiliser le 10 octobre. Les dirigeants syndicaux ne répondent plus aux besoins des travailleurs et se centrent sur des perspectives électorales.

Les élections ne sont pas notre priorité aujourd'hui. Le moment venu, nous devrons évidement nous positionner, mais notre intérêt, comme travailleurs, ne se trouve pas dans le choix d'un parti bourgeois traditionnel, ou un autre dit alternatif, comme le PTB, pour remplir les conseils communaux ou les différents parlements.

Nos intérêts, nos besoins, comme classe, comme travailleurs, ne peuvent être atteints que par la victoire de nos luttes et le développement de notre force pour nous organiser et imposer nos revendications.

Avançons dans notre organisation

Malheureusement, le gouvernement et le patronat vont durcir leurs attaques, et les reformes récemment approuvées vont encore dégrader les conditions de vie de travailleurs. Malgré les importantes mobilisations et grèves en 2014 et 2015, le gouvernement a imposé sa volonté, sans rencontrer une opposition cohérente, capable de développer la mobilisation et de s'opposer aux plans d'austérité.

Nous devons tirer les leçons de nos luttes et nous rendre compte que, dans les faits, nous ne pouvons croire qu'en nos propres forces et non aux belles paroles des responsables syndicaux et politiques qui disent être du côté des travailleurs.

Cette grève est l'occasion d'avancer, dans nos discussions, dans nos actions et coordinations, pour construire un outil de lutte, contre les directions bureaucratiques qui nous trahissent et contre ces partis que disent nous représenter. Nous devons concrètement construire la mobilisation en convoquant des réunions entre collègues, des assemblées syndicales, et voter des actions concrètes.

Retrait immédiat de tous les mandats politiques des personnes impliquées dans les affaires de corruption.
Remboursement et prison pour les coupables !
Construisons un outil pour notre organisation, nos luttes et nos victoires !

Un *Front Social* pour la convergence des luttes

Lors d'une assemblée du Comité des Résistances sociales à Bruxelles, le 18 septembre dernier, Silvain Alias, membre de Sud – Commerces et Services, une organisation syndicale faisant partie de l'Union syndicale Solidaires, est venu présenter le Front Social. A cette occasion, quatre mois après l'arrivée à la Présidence d'Emmanuel Macron, il a bien voulu répondre à quelques questions concernant la situation actuelle en France.

Quelle est la situation politique en France depuis les dernières élections ?

On peut dire que la France (et d'autres pays de l'Europe aussi) connaissent, et ça depuis maintenant quinze ans, une véritable crise à la fois sociale et politique.

Aujourd'hui, le paysage politique a carrément « explosé » : droite, gauche et centre sont laminés. A l'Assemblée Nationale, « La République En Marche » (LREM), la formation politique « à la fois de droite et de gauche » créée par Macron, a la majorité absolue. A gauche, le PS est complètement en ruine, le PCF est en survie, EELV (les Verts) également, La France Insoumise, formation conduite par Jean Luc Mélenchon, tire son épingle du jeu en réunissant des militants de la gauche du PS, du PC et du Front de Gauche (ex alliance entre le Parti de Gauche de Mélenchon, le PCF et d'autres formations comme Ensemble et le PCOF). A l'extrême gauche, le Nouveau Parti Anticapitaliste et Lutte Ouvrière pèsent peu dans la période. A droite, c'est une crise historique également. Le Front National, qui est toujours fascisant, a tenté quelques alliances avec des courants venus de la droite souverainiste, mais sans grand succès. Une crise interne vient d'éclater au sein de la formation d'extrême droite avec le départ de Philippot suite aux présidentielles et à l'échec de Marine Le Pen lors du débat face à Emmanuel Macron.

Peux-tu expliquer ce qu'est le Front Social, et comment il est né ?

Le Front Social (FS) est « une coordination composée de syndicats, associations, collectifs, médias alternatifs, de militants, de femmes et d'hommes construisant la riposte à la politique libérale du président Macron et la convergence des luttes » (Page Facebook du FS).

Le Front Social est né des suites du mouvement de l'an passé contre la Loi du travail dites loi "El Khomri », qui a duré six mois, de mars à septembre 2016, avec des pratiques inédites en France, comme le mouvement Nuit Debout. Deux meetings organisés au théâtre « la belle étoile », lieu de la Compagnie Jolie Môme, dont l'un le 16 février 2017, « Préparons le premier tour social », ont donné naissance au Front Social.



Le 22 avril, soit la veille du premier tour des présidentielles, ainsi que le 8 mai, au lendemain de l'élection du Président Macron, plusieurs milliers de personnes manifestaient dans les rues de Paris. Le 19 juin, des rassemblements étaient organisés, dont l'un Place de la Concorde à Paris, afin de préparer les mobilisations contre les projets de loi antisociaux. Et le 14 juillet, contre la venue de Trump entre autres, le Front Social organisait une manifestation à Paris.

Quel bilan fais-tu de la mobilisation des 12 et 21 septembre ?

Les deux mobilisations ont été des succès, signe aussi qu'« à la base », les attentes sont assez fortes.

Comment penses-tu qu'il faille poursuivre la lutte contre l'offensive du patronat ?

Le 25 septembre, les travailleurs du secteur routier et logistique ont appelé à des journées reconductibles d'arrêt du travail en appelant aussi à « bloquer l'économie ». Le 28, les retraités vont descendre dans la rue. Une grève générale de la fonction publique est prévue le 10 octobre, tandis que la manifestation du 23 septembre, à l'appel de la France Insoumise de Jean Luc Mélenchon était extrêmement massive.

L'heure est désormais à la convergence et à la coordination, surtout avec l'appel de l'intersyndicale CGT-FO des transports routiers.

La Catalogne a le droit de décider

Le 6 septembre dernier, le Parlement de Catalogne a approuvé une loi concernant un « referendum d'autodétermination de Catalogne », à se réaliser le 1er octobre de 2017.

A la fin du Moyen Age, quand l'Etat Espagnol a pris forme, la Principauté de Catalogne est devenu aussi un Etat, qui a connu un développement industriel important depuis le 19e siècle. Proclamée République catalane confédérée à l'Espagne en 1931, elle obtient un statut de large autonomie, qu'elle perd cependant sous le régime de la dictature franquiste. Après la restauration de la monarchie, la Constitution de 1978 lui rétablit une certaine autonomie dont les limites fort étroites sont souvent dénoncées. C'est ce qui fait l'objet du referendum.

Le gouvernement central de l'Espagne juge le referendum illégal, car « contraire à la Constitution de 1978 ». Il décide de l'empêcher par la force, et le 20 septembre, quatorze membres du gouvernement catalan ont été arrêtés. La résistance populaire a immédiatement réuni plusieurs dizaines de milliers dans les rues de Barcelone, contre le diktat de Madrid, y compris parmi ceux qui, le 1er octobre, répondront non à la question « Voulez-vous que la Catalogne soit un Etat indépendant sous forme de république ? »

Nous reproduisons ici une déclaration de **Comisiones de base** (co.bas), un syndicat d'opposition en Espagne, issu d'une scission de *Comisiones Obreras* en 2006.



Grève générale

Le Président Puigdemont et la majorité du Parlement catalan ont annoncé pour le premier octobre prochain la tenue d'un référendum sur l'autodétermination. Le Gouvernement Rajoy, pour sa part, a annoncé qu'il l'empêcherait par tous les moyens, et son Ministre Cospedal en est venu à proférer des menaces en disant que « *par terre, par mer ou par les airs, notre armée et la Garde civile se trouvent là où il faut protéger les valeurs de la démocratie et de la Constitution espagnole, tout comme l'intégrité et la souveraineté de notre pays* ».

Face à ce grave scénario, le Syndicat co.bas déclare :

1) Face à un fait de cette ampleur, nous, les travailleurs, nous ne pouvons pas rester indifférents si nous ne voulons pas finir comme le wagon de queue au service des intérêts de classe qui ne sont pas les nôtres.

2) Notre syndicat s'est toujours prononcé pour la défense des droits et des libertés démocratiques. Pour cette raison, nous défendons le droit des peuples à leur libre autodétermination et nous rejetons toute unité forcée, imposée contre leur volonté. L'unité que nous voulons est l'union libre de peuples libres. Et cela n'existe que quand ce sont les peuples qui décident.

3) C'est pourquoi nous appuyons le droit de la Catalogne à décider, et à mettre en œuvre le référendum du 1er octobre. Arguer que cette consultation est illégale, comme le fait le gouvernement Rajoy et les partis qui le soutiennent sur ce point, ne fait que montrer, comme dans bien d'autres problèmes, que la Loi n'est pas démocratique, qu'ils « l'appellent démocratie, mais que ce ne l'est pas ». Si le Gouvernement et ceux qui le soutiennent étaient réellement des démocrates, ils auraient dû avoir modifié il y a bien longtemps une législation qui empêche l'exercice de ce droit réellement démocratique, au lieu de la maintenir et de menacer de toutes sortes de catastrophes la tenue de la consultation. Modifier la Constitution pour nous faire payer tous la dette des banquiers n'a pas posé le moindre problème au gouvernement et à la majorité parlementaire. En quinze jours, ils ont modifié l'art.135 de la Constitution, sur le diktat de l'Union Européenne et de la Troïka.

4) Nous menacer de tout type de plaies bibliques en cas de tenue de la consultation est un argument de dictateurs. Des référendums d'autodétermination se sont tenus en d'autres endroits du monde (comme se fut le cas au Canada et, plus récemment, le cas mieux connu de l'Ecosse) sans qu'aucune catastrophe ne se soit produite. Rajoy et compagnie éructent « contre les nationalismes » au nom du plus grand des nationalismes, le nationalisme espagnol. Ils s'arrogent la représentation de la « démocratie » alors qu'ils ont été élus par une loi électorale tricheuse,[1] imposent des lois bâillon[2] et réduisent les droits, les salaires et l'emploi contre la volonté de l'ample majorité.

5) Selon la logique démocratique, le référendum devrait se faire « d'un commun accord ». Mais le gouvernement et la monarchie refusent obstinément de le permettre. Face à ce refus, et alors que 70 % de la population catalane le réclame, la Catalogne a toute la légitimité pour le convoquer. Le droit des peuples à décider est un droit qui ne peut rester sujet au permis de l'Etat. On ne peut pas être en faveur du droit au divorce et dire ensuite que, pour l'exercer, il faut l'accord des deux parties. Ni le Roi, ni le gouvernement, ni la Troïka ne peuvent décider de l'avenir de la Catalogne. C'est au peuple catalan d'en déciderr.

6) L'utilisation du discrédit mérité de Pujol, d'Artur Mas et de Convergencia hors de la Catalogne afin de criminaliser la consultation n'est rien d'autre qu'une manœuvre qui prétend confondre ces personnages avec l'ensemble de la Catalogne. Cela revient à dire que, dans le reste de l'Etat espagnol, nous sommes tous avec Bárcenas et Rajoy.

7) Le Gouvernement n'arrête pas de parler de la « récupération économique ». Ils disent que l'on « produit déjà autant qu'avant la crise ». Mais ils ne prennent pas en compte le fait que cela se fait avec 2,3 millions de travailleurs de moins et avec une économie patronale de 30 milliards en salaires. En réalité, il s'agit de la récupération de leurs bénéfices, au prix de la précarité grandissante, de salaires et de pensions de misères, et du maintien des coupes dans l'éducation, la santé, les aides aux personnes moins valides ou le logement.

C'est pourquoi la situation en Espagne et dans toute l'Europe exige de plus en plus, et d'urgence, l'unité des travailleurs pour « le pain, le travail, un toit et l'égalité », le mot d'ordre des Marches de la Dignité. La division et l'affrontement entre nous facilitent les plans de l'Union européenne et de la Troïka, au service desquels se trouve le gouvernement de Madrid et celui de Barcelone.

Le courage et la détermination du peuple de Catalogne ont non seulement garanti le referendum, mais ont aussi infligé une défaite cuisante à un régime incompatible avec les libertés, un régime qui essaye d'empêcher le referendum moyennant l'emploi des forces policières d'occupation. Un véritable soulèvement populaire [...] a garanti le referendum et fait en sorte que le peuple ait pu voter pour décider.

1er octobre

Corriente Roja, la section espagnole de la LIT-QI

8) Nous avons besoin de l'unité pour élargir la voie qu'ont commencé à ouvrir de nouveau les travailleurs d'Eulen et de l'aéroport de El Prat, ainsi que ceux du transport ou du métal en Galice, ceux de AENA et Enaire qui annoncent des grèves, ceux de Ciut'Art... etqui exigent qu'on nous rende les salaires, les droits et les emplois qu'on nous a volé durant « la crise ».

Nous avons besoin de l'unité pour défendre les droits démocratiques de tous. Sans cette unité de la classe ouvrière, nous n'aurons ni pain, ni travail, ni toit...ni droit a l'autodétermination.

9) Nous appelons nos affiliés et tous les travailleurs à défendre, au nom des droits démocratiques et de l'unité de la classe ouvrière, **le droit du peuple de Catalogne à décider, à réaliser son référendum**.

Nous appelons à **rejeter toute tentative répressive**, dictatoriale, du gouvernement du PP contre le peuple catalan, et à **se mobiliser contre elle**.

Et nous appelons a soutenir toutes les luttes en cours en défense des salaires, de l'emploi et du droit de grève, en participant aux manifestations et aux mobilisations convoquées et, en particulier, à celles convoquées par les Marches de la Dignité.

10) Co.bas s'identifie avec la tradition de l'internationalisme solidaire avec tous les peuples, qu'ils soient de l'Espagne, de l'Europe ou du monde. Pour cela, le premier pas que nous devons mettre en œuvre en tant que classe travailleuse est l'organisation de processus constituants populaires et participatifs (et non de sommet, comme cela a été le cas lors de la Transition de 1978) pour changer le Régime Monarchique et avancer pour en finir avec ce système capitaliste.

Nous ne pourrons pas avancer dans la souveraineté des peuples tant que nous serons enchaînés par les lois de l'Union européenne, l'euro et l'OTAN, qui nous condamnent à une dette illégitime.

Coordination nationale de co.bas - 31-8-2017

---

1 La *Loi électorale* du 19 juin 1985, dite de la « Transition » (qui met fin à la dictature de Franco y instaure la monarchie), est viciée par une surreprésentation des grands partis.

2 La *Loi de sécurité civile* du 30 mars de 2015, connue comme la *loi bâillon* (ley mordaza), restreint considérablement les conditions pour réaliser des mobilisations sur la place publique.

Le putsch de Maduro se consolide-t-il ?

Le cycle des mobilisations et des manifestations, qui a débuté au mois d'avril et qui s'est étendu à de vastes secteurs des masses vénézuéliennes, s'est apaisé après avoir atteint son point culminant en juillet de cette année. Maduro a installé la frauduleuse Assemblée nationale constituante après un vote non exempt d'allégations de fraude, de pressions et de menaces. Rappelons que cette Assemblée fut convoquée sans consultation préalable du peuple, comme l'exige l'article 347 de la Constitution de 1999 ; et qu'en plus, ses « comités de bases », qui ne respectent pas la proportionnalité et le vote universel, ne sont pas non plus prévus dans cette Constitution.

Voici un article de la UST de Venezuela

L'Assemblée nationale constituante (ANC), loin de s'engager dans la discussion et la rédaction d'une nouvelle Constitution, est devenue jusqu'à présent un outil fondamental du régime qui lui permet de « légaliser » ses actions. Bien que l'Armée nationale bolivarienne (FANB) soit l'institution de soutien fondamentale du régime dictatorial de Maduro, celui-ci doit maintenir une façade de légalité.

Les étapes pour consolider le putsch

Malgré les déclarations, la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela de 1999 n'est, de fait, plus en vigueur. L'ANC de Maduro a repris les pouvoirs de l'Assemblée nationale – où l'opposition est majoritaire –, qui a perdu ses propres attributions et doit se subordonner à l'ANC. Un gouvernement de fait est ainsi constitué : la Procureure générale, Luisa Ortega Díaz, a été licenciée et remplacée par Tarek Williams Saab comme « Procureur intérimaire », alors que cette nomination est l'attribution exclusive de l'Assemblée nationale ; parallèlement, le Ministère de la Justice a été occupé pour le « restructurer », déclenchant une persécution de tous les dissidents au sein de cette institution.

D'autre part, l'ANC a décidé de se déclarer « plénipotentiaire » et de fonctionner au cours des deux prochaines années. Tous les pouvoirs doivent y être subordonnés. Le Décret constitutionnel est très clair en ce sens : « *Les actes normatifs et les décisions que l'Assemblée nationale constituante dictera en cette matière seront régis par les principes de légalité, de responsabilité, d'efficience, d'efficacité, de transparence, de publicité et de participation citoyenne, et en même temps, la Constitution de 1999 et le reste du système juridique actuel maintiendront leur validité dans tout ce qui ne contredit pas de tels actes, ou n'y est pas contradictoire.* » En outre, une loi a créé la « *Commission pour la vérité, la justice, la paix et la sérénité publique* ». (Gazeta Oficial n° 6323 du 8 août 2017).

Maduro a également intensifié la persécution politique contre la direction de l'opposition, par l'entremise des autres institutions du Régime qui lui sont favorables – le Conseil national électoral (CNE), la Cour suprême de justice (TSJ), le Service national bolivarien de renseignement (SEBIN), entre autres –, non seulement en utilisant l'arme de la disqualification politique, mais aussi par des ordres de capture et même par la pratique des arrestations de dirigeants politiques et syndicaux, de maires et de députés qui pourraient être candidats à d'éventuelles élections régionales.

Qui plus est, pour montrer un exemple : la TSJ a approuvé la constitution de la société mixte *Petrosur*, dont le représentant n'est autre que José Blanco Balín, ancien délégué de l'entreprise espagnole *Repsol*. Celle-ci est liée à Francisco Correa, qui est impliqué dans une grosse affaire de corruption (GÛRTEL) dans laquelle la Cour nationale d'Espagne a démontré les relations avec un réseau de corruption lié au Parti populaire. Tout cela confirme que les jugements 155 et 156 de la TSJ de mars maintenaient essentiellement l'annulation des pouvoirs de l'Assemblée nationale.

Le jugement de la TSJ du 10 juillet stipule comme « *valables l'autorisation et l'approbation* » de *Petrosur*, une société dans laquelle l'entreprise vénézuélienne *PDVSA* et la Fondation administrative *Inversiones Petroleras Iberoamericanas*, représentée par Blanco Balín, ont des intérêts.

Petrosur aura une validité de 25 ans et la Fondation administrative *Inversiones Petroleras Iberoamericanas* paiera une bonification en faveur du Venezuela de 400 millions de dollars pour l'accès aux réserves de pétrole.

C'est-à-dire que Maduro utilise la TSJ pour court-circuiter l'Assemblée nationale qui devrait approuver la formation de cette entreprise mixte.

Dans ce contexte, l'ANC a également modifié l'appel aux élections régionales d'octobre, quoique sans fixer de dates, ce qui était une prérogative du Conseil national électoral. Ce dernier a également décidé de ne pas appeler aux élections correspondantes aux parlements régionaux, arguant du manque de ressources logistiques et techniques, bien que la vraie raison soit de préserver le fait qu'aujourd'hui, le pouvoir en place est majoritaire dans vingt-trois des vingt-quatre parlements régionaux du pays, ce qui ne serait certainement plus le cas suite à ces élections.

Ce sont tous ces faits qui confirment que, de facto, il y a un changement substantiel dans le fonctionnement *institutionnel* du régime, qui avait déjà des caractéristiques très dictatoriales, mais camouflées sous une démocratie bourgeoise et la validité formelle de la Constitution de 1999. Il y a maintenant une tentative de consolidation des attaques contre ces libertés démocratiques.

Le rôle du MUD et de l'impérialisme

Le Bureau de l'Unité démocratique (MUD) a été à l'initiative de la plupart des mobilisations depuis avril de cette année. Bien qu'il faille noter qu'il y a eu de nombreuses manifestations surgies spontanément, en particulier dans les quartiers populaires, sans la conduite ou la convocation du MUD. Mais elles n'ont pas pu aller au-delà des obstacles, des limites et des déviations imposés par les dirigeants bourgeois de l'opposition.

Il est toutefois incontestable que le mécontentement populaire s'étend à d'amples secteurs, bien au-delà des sympathisants des partis de la bourgeoisie. C'est pourquoi le gouvernement s'est engagé dans une répression sauvage qui a provoqué la plupart des morts (soit par des organismes répressifs officiels, soit par des groupes de civils armés, les *collectifs*), afin d'éviter que les manifestations ne se propagent beaucoup plus loin. Et il y avait aussi des groupes qui ont essayé de les déborder par la droite, avec des provocations répudiées par de larges secteurs de la population.



C'est pour cette raison aussi que le MUD a constamment essayé de contrôler les mobilisations pour éviter le débordement ; alors que la grande majorité des personnes mobilisées voulaient que Maduro s'en aille, point barre, le MUD a misé sur une négociation avec le gouvernement, une fracture dans l'Armée, la pression et les sanctions internationales. Un tel rôle a également été joué par les dirigeants syndicaux qui adhèrent aux partis du MUD ou lui sont proches, tels que Rubén González de Ferrominera, Marcela Máspero du syndicat UNETE, et d'autres, empêchant la classe ouvrière de jouer un rôle important dans les manifestations.

Mais le MUD, craignant comme la peste la mobilisation indépendante des masses (dont il a surtout fait usage comme un mécanisme de pression), a rendu impossible, par tous les moyens, que le « *Maduro, dégage* » ne se concrétise par l'action populaire, dans la rue. Qui plus est, il a encouragé l'illusion que Maduro allait suspendre les élections à l'ANC sous la pression de Donald Trump, de l'OEA, du Mercosur et du pape François. Cela ne s'est pas produit, ce qui a causé une grande démoralisation et une crise.

D'autre part, le fait d'avancer les élections régionales à octobre, ainsi que la participation des principaux partis de l'opposition à ces élections, tout comme l'éloignement de Corina Machado (une figure de proue de l'opposition au régime - NdT), ont aiguisé les critiques sur la conduite du MUD de la part de plusieurs secteurs qui se sont mobilisés. A partir de là, toutes les manifestations politiques dans la rue ont pratiquement cessé et le MUD s'est consacré à la « campagne électorale ».

Donald Trump, loin d'accomplir la prophétie chaviste de l'invasion militaire et du blocus pétrolier – une prophétie soutenue par de larges secteurs de la gauche mondiale –, a été très prudent au moment d'intervenir, tout comme Obama d'ailleurs.

Jusqu'à présent, au-delà des discours, il a fait pression sur Maduro pour négocier. Les sanctions contre les fonctionnaires, et les sanctions plus récentes, beaucoup plus sévères, de blocage de la possibilité de renégocier les dettes et de contracter de nouvelles dettes, ne touchent pas les activités pétrolières : le Venezuela pourra continuer à vendre et à acheter du pétrole aux Etats-Unis, et il pourra continuer à importer les médicaments et les aliments qu'il importait de plus en plus parcimonieusement. Tout cela ne montre pas un changement de politique, mais la continuité de celle menée jusqu'à présent par Obama : intensifier encore davantage la pression pour une issue négociée.

Cette politique impérialiste est exécrable et nous devons la rejeter. Ce ne sont pas les Yankees ni l'impérialisme européen qui imposent une « issue démocratique ». Ceux qui ont soutenu les dictatures et les invasions et soutiennent et tolèrent des gouvernements dictatoriaux n'ont pas la moindre moralité de s'occuper du Venezuela.



Le rôle de la gauche

Le rôle lamentable joué par la majorité de la gauche au Venezuela a rendu impossible la construction d'un pôle de regroupement de l'avant-garde des travailleurs et des jeunes au sein des grandes mobilisations. Tout un secteur dirigé par le Parti communiste vénézuélien et accompagné de groupes plus petits comme *Redes* et le PPT, ainsi que ceux qui répondent au leader trotskiste, Allan

Woods, entre autres, soutiennent expressément le gouvernement, honteusement ou « avec des critiques », mais un soutien en fin de compte. Tout un autre secteur très important, qui s'oppose au gouvernement, refuse d'avancer le slogan qui résonnait dans la rue : *Maduro, dégage !* C'est le cas de *Marea Socialista*, ainsi que de Nicmer Evans, qui était le principal porte-parole de ce groupe avant de former un autre mouvement. En général, ce secteur réclame « l'héritage de Chávez » et affirme que les mobilisations ont été le produit de la fausse polarisation entre le MUD et le gouvernement, et non pas l'expression d'une véritable lutte de grands secteurs de la population. D'autres groupes mineurs, qui répondent à des courants internationaux tels que le Parti ouvrier d'Argentine ou le Parti des Travailleurs pour le Socialisme, bien que reconnaissant que nous soyons confrontés à une « dégradation bonapartiste » du régime, ne proposent pas le renversement du gouvernement et du régime qui le soutient et s'abstiennent de disputer la direction du MUD réactionnaire. C'est pourquoi nous soutenons que, pour différentes raisons, ces secteurs empêchent la construction d'un pôle alternatif indépendant des travailleurs. (Voir l'article *Venezuela : les débats avec la gauche*, litci.org.es)

Où allons-nous ?

Le gouvernement a profité de la démobilisation pour avancer dans la consolidation de son putsch. Comme nous l'avons souligné précédemment, Maduro et son Assemblée constituante ont progressé dans la prise de mesures antidémocratiques. Bien qu'il ait fait marche arrière concernant le jugement par des tribunaux militaires de certains détenus dans plusieurs Etats fédérés, il maintient illégalement d'autres personnes sous cette juridiction et il détient des prisonniers politiques et augmente la persécution contre des dirigeants de l'opposition.

De même, il a réduit au silence un grand nombre de médias, les plus récents étant les stations FM de deux des principales chaînes dans le pays ; il menace également de contrôler les réseaux sociaux et d'exiger le « certificat de bonne conduite » pour les candidats aux élections régionales ; et il maintient ces élections dans l'indétermination.

Mais même si les élections ont lieu, elles ne constitueront pas une issue pour la crise profonde du pays. Elles peuvent conduire à la confusion, voire à certaines illusions. Mais la solution restera la lutte, la mobilisation unifiée pour éliminer ce gouvernement et sa politique dictatoriale.

Tôt ou tard, les masses retourneront dans la rue pour exiger que s'en aille ce gouvernement qui est incapable de résoudre les problèmes du peuple.

Le gouvernement se vante d'avoir atteint « la paix et la tranquillité » moyennant l'ANC. Mais il n'a pas résolu, sinon aggravé, les causes qui ont donné lieu aux manifestations. La crise économique continue de progresser.

Pour les masses, il devient de plus en plus impossible d'apporter un plat de nourriture à la table de leurs enfants. Le salaire n'est plus qu'une fiction. La misère avance. Les problèmes sociaux de la violence et de l'insécurité se poursuivent ; le manque de médicaments et la détérioration du système de santé continuent de causer des maladies qui avaient presque disparu, comme la diphtérie, le paludisme, la tuberculose, entre autres, sans compter la mort d'enfants et de personnes âgées, en particulier parmi les pauvres. Les chiffres de la mortalité maternelle augmentent exponentiellement en raison du manque de nutrition maternelle adéquate et de contrôles préventifs.

La dette extérieure vénézuélienne consomme presque toutes les ressources et les dollars qui entrent au pays. Le fait que Maduro dit qu'il a payé à ce titre 65 milliards de dollars au cours des 24 derniers mois ne veut pas dire que l'économie se porte bien ; il montre plutôt à quel point ce gouvernement est capable d'approfondir la misère afin de ne pas interrompre les affaires financières du régime avec l'impérialisme.

Tout cela préfigure une situation qui restera au moins instable, et même explosive.

Nous ne croyons pas que cette conjoncture « de paix et de tranquillité » proclamée par Maduro dure longtemps. Nous devons nous préparer à une situation de crise plus grande. Le gouvernement a réussi à reporter l'heure des comptes, avec la complicité du MUD.

Tôt ou tard, les masses retourneront dans la rue pour exiger que s'en aille ce gouvernement qui est incapable de résoudre les problèmes du peuple.

Il faut profiter de la conjoncture pour progresser dans la construction d'espaces pour l'unité de tous ceux qui veulent se battre pour la sortie du gouvernement, et il faut préciser les tâches : l'unité pour faire face au gouvernement et son ajustement ; mettre en échec le putsch et la dictature ; un programme ouvrier pour sortir de la crise ; et la nécessité de construire une alternative politique des travailleurs. ■

A bas Maduro et son Assemblée constituante frauduleuse !
Elections générales et libres !
Libération de tous les prisonniers politiques !
Non au paiement de la dette extérieure !
Expropriation de toutes les multinationales et de la bolibourgeoisie !
Nationalisation à 100 % de l'exploitation pétrolière et minière !



La Russie et le parti révolutionnaire

Si le parti bolchevique n'avait pas existé ou avait soutenu le gouvernement provisoire, la révolution russe n'aurait pas eu lieu.

Voici un article de Nazareno Godeiro, publié sur le site de la LIT-QI
La photo est d'une réunion du Soviet de Petrograde en 1917

Au début du 20e siècle, il y avait deux types de partis ouvriers en Europe : le Parti social-démocrate allemand (SPD) et le Parti ouvrier social-démocrate russe (POSDR). La parti russe avait deux fractions en son sein : les mencheviks et les bolcheviks. Au fil des années, les deux groupes ont agi, dans la pratique, comme deux partis indépendants.

Le SPD allemand concentrait son action sur les élections et le parlement, alors que les bolcheviks priorisaient la mobilisation révolutionnaire. Le SPD, s'appuyant sur la forte croissance économique en Allemagne, récoltait jusqu'à 50 % des voix dans les centres urbains, avec 110 députés élus au Congrès national du pays. Il avait un million de membres, 43 journaux, des écoles et des universités.

Tout cela a créé une illusion sur le fait que le capitalisme pourrait améliorer la vie du peuple. On croyait qu'il était possible d'arriver pacifiquement au socialisme, en remportant la majorité du Congrès lors des élections. Par conséquent, le SPD a abandonné l'idée de la révolution.

En Russie, au contraire, régnait une dictature féroce du tsar. Il n'y avait pas d'élections régulières ni de syndicats. Toute action politique se soldait par la prison, l'exil ou la mort. Cela a conduit à la construction d'un parti combatif, révolutionnaire, prêt à renverser la monarchie par l'action des travailleurs. Il n'avait pas un million de membres, mais il avait quelques milliers de militants qui donnaient leur vie pour la révolution.

Le début de la Première Guerre mondiale a asphyxié le SPD allemand qui, au lieu d'appeler à l'unité de la classe ouvrière contre la guerre et les gouvernements d'Europe, a défendu le conflit dont les victimes ont été principalement les travailleurs sur les champs de bataille. Et le Parti bolchevique, qui a toujours été contre la guerre, y a vu une opportunité de faire la révolution.

Quelques années plus tard, le SPD a mis en place un gouvernement et a sauvé le capitalisme allemand, alors que le Parti bolchevique confisquait la richesse de la bourgeoisie et remettait le pouvoir à la classe ouvrière.

La pensée de Lénine est toujours d'actualité

Cent ans après de la révolution russe, le système capitaliste n'a plus rien à offrir à l'humanité. Il dirige le monde sur la voie de la barbarie pour enrichir une poignée de parasites. Toutes les cinq secondes, une personne meurt de faim.

Cette exploitation brutale de la classe ouvrière mondiale génère des révoltes sur les cinq continents. Le parti révolutionnaire est plus nécessaire que jamais. Sans lui, toutes les révolutions seront vaincues. C'est pour cela qu'il est important d'étudier comment ce parti s'est construit et quelles étaient ses caractéristiques.

Le principal théoricien du parti révolutionnaire était Lénine, leader des bolcheviques. Ses enseignements sont importants aujourd'hui. Voyons donc quelques principes d'organisation du parti léniniste.

Une organisation pour la Révolution

Pour Lénine, le parti existe en fonction de l'approche de la révolution. Ce fut un parti qui se préparait pendant les périodes de paix, à savoir, de stabilité sociale relative, pour la guerre entre les classes sociales. C'était une organisation luttant pour la révolution socialiste nationale et internationale ; une organisation disciplinée pour prendre le pouvoir au moyen d'une insurrection armée, étant donné que la bourgeoisie ne donnerait jamais le pouvoir aux travailleurs. C'était aussi un parti où il n'y avait pas de mélange entre révolutionnaires et réformistes.

La présence dans la lutte de classes

Ce fut un parti différent de tous les partis existants, du fait que son activité principale n'était pas la participation aux élections, même s'il y participait pour diffuser son programme. Sa priorité était la lutte de classes, à savoir la lutte des travailleurs contre leurs patrons. Le parti léniniste était présent dans toutes

les luttes de la classe ouvrière et du peuple exploité et opprimé.

La tâche principale d'un parti de type léniniste est d'élever la conscience de classe du prolétariat sur la nécessité de la révolution et la fin du capitalisme. Il prend part aux luttes de résistance de la classe des travailleurs pour renforcer la transformation révolutionnaire de la société.

La démocratie et la discipline

Le parti révolutionnaire est composé de militants participatifs. La formation de ce parti combatif est fondée sur des militants actifs, qui consacraient une part importante de leur vie à la construction du parti. Les militants étaient formés en participant à des organisations du parti et à la lutte de classes, en défendant l'orientation du parti. Ils appartenaient à un noyau, se réunissaient régulièrement, contribuaient financièrement au parti et en diffusaient la presse.

Le parti révolutionnaire doit avoir une large démocratie pour discuter de toutes ses visions différentes de la réalité, comme le firent les bolcheviks en 1917, qui débattirent dans de nombreuses polémiques concernant les orientations de la révolution. Après cela, une fois la position du parti votée, tous les militants appliquaient la même politique, y compris ceux qui avaient défendu des positions mises en minorité, en préservant une centralisation et une discipline de fer.

Par conséquent, la démocratie dans le parti doit toujours être vue avant tout sous l'angle du groupe, du parti, et non de l'individu. Il ne s'agit pas de dévaloriser la liberté des individus, mais de comprendre que, dans cette société, le maximum de libertés qu'une personne consciente peut atteindre est d'adhérer librement à un groupe révolutionnaire pour transformer la société.

Cette unité est soutenue par une large démocratie interne, dans laquelle tous les membres du parti, dans leurs organismes, participent activement aux discussions et aux décisions internes. C'est ainsi que les bolcheviks ont réussi à conquérir la classe ouvrière dans toute la Russie pour qu'avec ses alliés soldats et paysans, elle prenne le pouvoir.

La classe ouvrière est internationale

Le parti de Lénine faisait partie de l'Internationale Communiste. La classe ouvrière est internationale par sa nature même. Un parti national ne peut jouer un rôle révolutionnaire dans son pays que s'il apprend de l'expérience des autres pays.

Le véritable internationalisme n'est pas seulement la solidarité internationale, mais aussi la volonté de mettre toutes ses forces au service de la construction de l'Internationale.

Le parti révolutionnaire est ouvrier par son idéologie, par le fait de développer son activité principale parmi les travailleurs industriels, par ses militants et ses dirigeants. Il se construit en priorité dans la classe ouvrière industrielle. Il doit également être organisé dans les secteurs les plus exploités et opprimés du prolétariat – comme les ouvriers jeunes, les noirs, les femmes –, car ceux-ci n'ont rien à perdre avec l'effondrement du capitalisme.

Se défendre de la répression

Le Parti bolchevique était préparé pour agir et survivre dans la clandestinité. Il savait que la démocratie bourgeoise est une farce, et que la répression contre les activistes, la prison pour les dirigeants et les combattants, la fermeture des journaux, sont des moyens que les capitalistes utilisent pour vaincre les travailleurs. Le parti avait donc une politique visant à se préserver de l'action répressive de la bourgeoisie. En même temps, il menait un travail politique parmi les soldats et les militaires afin de les gagner pour la révolution.

Le plus grand succès de Lénine et des bolcheviks était de comprendre qu'à elle seule, la mobilisation des travailleurs n'était pas suffisante pour gagner. Pour vaincre, l'existence d'un parti révolutionnaire est indispensable. Sans parti et sans organismes de pouvoir ouvrier, comme le furent les soviets, la classe ouvrière n'avance pas vers le renversement de la bourgeoisie. Cela a récemment été démontré dans les révolutions qui ont eu lieu en Argentine (2001), en Equateur (2000), en Bolivie (2003) et au Venezuela, toutes déviés par la voie des élections bourgeoises et par les illusions dans de faux gouvernements soi-disant de gauche comme ceux de Cristina Kirchner (Argentine), Hugo Chávez (Venezuela), Evo Morales (Bolivie), Rafael Correa (Equateur), Mujica (Uruguay) et Lula (Brésil). ■



Suite de la dernière page

Une attaque en règle envers tous nos droits : comme travailleuses, et comme femmes

La diminution de l'accès à certains droits et services publics et le démantèlement de la sécurité sociale touchent en effet l'ensemble des travailleurs, qui voient les soins de santé fondre, les allocations pour les familles (augmentées pour les familles monoparentales) être rognées, la flexibilité et le temps de travail augmentés. Mais dans une société encore empreinte d'inégalités hommes-femmes et d'oppression, ces attaques affectent plus particulièrement les femmes travailleuses qui voient leurs charges augmenter et leurs ressources diminuer : on sait depuis longtemps que les aides aux familles monoparentales concernent surtout des mères seules, que les travaux les moins payés et les moins qualifiés sont souvent l'apanage des femmes, et que les diminutions dans les soutiens aux familles retomberont généralement sur les femmes. En 2014, elles étaient 1 204 000 à se trouver dans le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. En 2016, elles sont 59 000 en plus. En 2016, 465 000 familles sont monoparentales, dont 83 % ont une femme comme chef de famille. Pour ces familles, le risque de pauvreté est doublé et le risque de chômage est triplé.

Cette austérité, qui vise l'ensemble des travailleurs, bien qu'à des degrés divers, s'accompagne aussi de l'augmentation des discours racistes, homophobes et sexistes. Diviser pour mieux appliquer les mesures, et faire croire aux gens que les catégories les plus opprimées sont responsables des pénuries, voilà des techniques déjà bien éprouvées.

Ainsi, pour ne citer que quelques faits, en janvier 2017, la Russie dépénalisait les violences domestiques. En mars 2017, le député polonais Januz Korwis-Mikke tenait les propos suivants : « *Les femmes doivent gagner moins. Elles sont plus faibles, plus petites et moins intelligentes*. »

Les femmes en lutte

Aux Etats Unis, ainsi que dans 70 pays du monde, les femmes ont manifesté contre l'élection de Trump et ses discours misogynes tels que « *oui, elles doivent être punies et l'avortement doit être interdit* ». En octobre 2016, les femmes se sont mobilisées en Pologne contre la proposition de loi d'interdire l'avortement.

Cette année, plus que les années précédentes, les femmes se sont mobilisées de façon coordonnée dans environ 50 pays du monde à l'occasion de la journée internationale des femmes. La mobilisation était notamment coordonnée par le mouvement IWS (International Women's Strike) qui répond à la violence sociale, juridique, politique, vécue par les femmes. C'est donc contre toutes ces violences que les femmes ont manifesté ce 8 mars 2017, et cela, sous différentes formes : arrêt du travail et de tâches ménagères pour un jour ou une heure, port de vêtements noirs, grève du sexe, grève d'achat, signature électronique signalant la grève, marches, manifestations…

En Belgique, les femmes se sont rassemblées pour manifester contre les mesures d'austérité du gouvernement. Le 8 mars, une mobilisation s'est également tenue à Bruxelles. Nous déplorons cependant une tendance à ne vouloir mobiliser que les femmes, en organisant des manifestations 'hommes exclus', alors qu'il nous semble qu'il faille tout au contraire lutter contre toute idéologie de division et mener campagne pour que les hommes se sentent tout autant concernés par ces luttes.

Mais les manifestions ne s'arrêtent pas qu'au 8 mars. Partout dans le monde, les femmes luttent.

En avril 2017, les Saoudiennes ont protesté contre l'interdiction qui leur est faite pour conduire. Le 3 juin 2015 et le 25 novembre 2016, en Argentine, les femmes descendaient dans la rue avec comme cri de ralliement « Ni una menos » (ni une en moins), suite aux féminicides qui ont lieu dans ce pays. Ce 20 mai, à Pretoria en Afrique du Sud, les hommes et les femmes ont manifesté contre les violences faites aux femmes.

Les Chiliennes viennent, quant à elles, de gagner une victoire historique, bien que partielle : le droit à l'avortement dans certains cas encore très (trop) limités. Et les Marocaines sortent dans la rue pour manifester contre les violences faites aux femmes.

Quelles perspectives ?

Les femmes sont évidemment les premières concernées par ces mesures de discriminations et d'oppression, et elles seront en toute logique toujours à la tête de ces manifestations et de ces luttes. Mais les hommes ne doivent pas rester de simples observateurs. Les mesures contraceptives et le droit à l'avortement les concernent également, comme toutes les questions liées à la sexualité et à la santé. L'égalité salariale aussi les concerne, car en cette époque de chômage de masse, le patronat ne cessera jamais d'utiliser des catégories de travailleurs moins bien payés pour faire pression sur l'ensemble des travailleurs.

Nous ne devons pas non plus oublier que les femmes ne constituent pas un tout homogène. Que ce groupe est traversé également par des clivages, parmi lesquels la différence de classe sociale est certainement la plus significative. Ainsi, par exemple, nous sommes toutes d'accord pour exiger le droit à l'avortement. Mais l'importance de la gratuité ne sera ressentie que par celles qui ne peuvent pas débourser des milliers d'euros pour y avoir accès. Autre chose : dans la lutte pour les conditions de travail, pour un salaire égal, qui touche directement aux bourses patronales, de quel côté se rangera la femme du patron ? Et les crèches ou la question de la répartition des tâches ménagères ne sont pas des sujets de première importance pour celles qui ont du personnel dédié à ces tâches.

Ainsi, tout en constituant un front unique dans les luttes communes, nous ne devons jamais oublier que nous devons promouvoir avant tout les intérêts des femmes travailleuses et nous organiser en ce sens de manière indépendante.

2017 : Une année de mobilisation continue

La lutte des femmes a permis l'obtention de droits tels que le vote, la contraception, l'avortement, des augmentations salariales, ou encore les droits du travail liés à la maternité. Mais ces droits ne sont pas pour autant acquis définitivement. En effet, non seulement les inégalités et les discriminations existent encore, mais nos acquis tendent à être remis sans cesse en question, grignotés petit à petit, quand ils ne sont pas carrément attaqués frontalement.

Cela est d'autant plus vrai à l'heure de l'austérité imposée à l'ensemble des travailleurs.

Lire la suite sur la page 11

